

talisme à la Russie. Les fractions surgissant comme expression des intérêts généraux du prolétariat, comme réponse au problème de la gestion du premier Etat prolétarien, de la tactique des partis communistes orientés vers la révolution mondiale, furent rejetées des P. C., parvenant à étouffer le travail des fractions grâce à la puissance de rayonnement de l'Etat prolétarien et pour séparer les marxistes des ouvriers secoués et brouillés par des situations toujours plus contrastées.

Les organes de la vie, de la compréhension de la classe (le parti), se dérèglent dès lors qu'ils ne se rattachent plus à une vision programmatique aboutissant à un type nouveau de l'organisation sociale. La fraction représente alors le lieu où se reconstituent les organes de l'entendement de la classe, lesquels ne surgissent pas d'une proclamation de nouveaux partis, d'une nouvelle Internationale, mais dans la résolution préalable des problèmes qui ont permis l'avènement de l'opportunisme et la destruction du rapport des classes dont il est devenu l'élément fondamental.

De 1923 à 1927, proclamer la nécessité des fractions au sein des P. C. était proclamer la nécessité de maintenir les P. C. l'Internationale, l'Etat prolétarien aux ouvriers du monde entier. La gestation des fractions fut embrouillée par la notion de discipline, d'organisation brandie par le centrisme pour étouffer la gauche. Aussi bien que la révolution n'est pas un problème d'organisation, la correspondance du parti aux intérêts historiques du prolétariat, le maintien de ses positions de classe ne se résoud pas par la proclamation d'une centralisation et l'interdiction des fractions. Le problème est politique en ce qu'il subordonne la cohésion du parti, le centralisme le plus accentué aux positions politiques de classe de l'avant-garde. Dans le parti bolchéviks des fractions apparurent au moment de Brest-Litov, comme expression de difficultés politiques terribles, dont pouvait dépendre le sort de la révolution et au sujet desquels le parti tâtonnait. Ces fractions disparurent avec le dépassement de la divergence et non par des moyens organisationnels.

L'exclusion des gauches en 1927 de l'I. C. représente une défaite d'envergure du prolétariat mondial en même temps qu'elle

ouvre l'époque de la constitution organique, extérieure au parti, des fractions de gauche. La nécessité des fractions apparut clairement dans ces pays où le P. C. lui-même résulta de la séparation des gauches marxistes des social-traitres, là où le prolétariat réalisa sa conscience communiste sous l'effet simultané du réveil de la guerre, de l'éruption des luttes de classe, de son assaut révolutionnaire et du coup de tonnerre de la révolution russe, en somme là où le parti communiste contient avec sa fondation une réponse aux luttes de classe du prolétariat, qui lui donna jour, apporta les expériences de celui-ci à la révolution russe brandissant le drapeau de la révolution mondiale. Dans ces pays, où ce ne fut pas la révolution russe qui créa le P. C., mais son croisement avec les luttes de classe arrivant à maturité, le centrisme devait susciter — ainsi en fût-il en Italie — une réaction profonde dès son apparition et se heurter aux enseignements des batailles passées, consignées par la gauche marxiste — qui, en Italie, par exemple, quitta le P. S. à Livourne — dans les thèses de Rome. Par contre, en Allemagne la fusion du courant qui créa le Spartakus-Bund, avec les Indépendants, brisa l'échine aux spartakistes après la défaite de 1923, pour jeter une partie d'entre eux dans le K. A. P. et l'autre dans une orientation de droite.

Dans ces pays où le P. C. résulta de courants divers, ou de la conversion brusque et soudaine du parti socialiste en parti communiste — comme ce fut le cas en France — les réactions au centrisme devaient contenir les problèmes non résolus par la fondation du parti et prendre pour repère le problème de la Russie, alors que la condition pour donner une réponse satisfaisante à ce problème, était précisément de répondre à celui posé par les conditions de la lutte de classe où vivent et se développent les fractions. Il revient à Trotsky d'avoir étouffé les possibilités de constitution d'une fraction homogène en Russie, en détachant cette dernière de l'assiette mondiale où elle évoluait et d'avoir empêché le travail de formation de fractions dans les différents pays, en proclamant la nécessité d'oppositions appelées à « redresser » les P. C. Par là il réduisait une lutte gigantesque des noyaux marxistes contre le bloc des forces capitalistes ayant incorporé l'Etat

prolétarien, le centrisme, à la conservation de ses intérêts, en une simple lutte de pression pour « empêcher » une industrialisation disproportionnée et effectuée sous le drapeau du socialisme en un seul pays, et les « erreurs » des P. C. menant vers la défaite. Seulement notre fraction a démontré alors que la clé des situations, la sauvegarde de l'Etat prolétarien, des P. C., de l'Internationale, résidait dans un travail actif de fraction, préparant le matériel, les cadres pour reprendre, au travers des événements, la direction des partis, ou pour se substituer à eux si leur faiblesse rendait indispensable l'épanouissement total de la fonction du centrisme.

3. — LES MATERIAUX IDEOLOGIQUES DES FRACTIONS DE GAUCHE DES P. C.

Pour donner une substance historique à l'œuvre des fractions, il faut démontrer qu'elles sont aujourd'hui la filiation légitime des organisations où le prolétariat s'est retrouvé en tant que classe dans les phases précédentes et aussi qu'elles sont l'expression toujours plus consciente des expériences de l'après-guerre. Cela doit servir à prouver que la fraction ne peut vivre, former des cadres, représenter réellement les intérêts finaux du prolétariat, qu'à la seule condition de se manifester comme **une phase supérieure** de l'analyse marxiste des situations, de la perception des forces sociales qui agissent au sein du capitalisme, des positions prolétariennes envers les problèmes de la révolution et non comme un organisme prenant comme fondements les quatre premiers Congrès de l'I. C. qui ne pouvaient contenir une réponse à des problèmes non encore mûris — tel celui de la gestion d'un Etat prolétarien — et qui au surplus devaient aboutir au 1923 allemand, témoignage éloquent de lacunes et d'erreurs profondes.

La Ligue des Communistes de 1847 s'affirme comme l'organisation internationaliste du prolétariat en classe dans l'époque des révolutions bourgeoises. C'est une fraction qui a — par rapport aux autres courants — « l'avantage d'une intelligence nette des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien » (Manifeste des Communistes), c'est-à-dire qui se revendique de positions faisant au prolétariat et de la ré-

Aujourd'hui que nous sommes les seuls à avoir entrepris ce travail, il semble vain de parler encore de fractions, alors que la dégénérescence des partis, la mort de l'Internationale voyant s'éteindre sa fonction après l'écrasement des ouvriers allemands en mars 1933, l'incorporation de l'Etat prolétarien aux constellations impérialistes, rapproche un dénouement des situations se déversant dans la guerre, dénouement vérifiant le passage de l'autre côté de la barricade des partis centristes qui — ainsi que nous l'avons expliqué dans la résolution sur « l'Internationale deux et trois quart » — ne meurent pas, parce que reliés au processus de la lutte des classes, mais trahissent.

volution prolétarienne, la force sociale appelée par l'évolution du mécanisme productif à constituer un nouveau type de société. Ses perspectives de constitution en partis prolétariens montant à l'assaut du pouvoir devaient subir, en Allemagne, en France, l'épreuve de 1848. La tactique du Manifeste du soutien de la bourgeoisie là où aspirant au pouvoir politique, elle luttait révolutionnairement contre la monarchie et la noblesse, découlait de la seule expérience dont disposait le prolétariat : la révolution française de 1789, où les événements avaient prouvé qu'au cours d'une évolution de 10 ans, le pouvoir passa aux mains des fractions bourgeoises les plus extrêmes, jusqu'à Thermidor et le coup d'Etat de Bonaparte.

L'entrée de Marx dans « l'Union démocratique de Cologne » (Nouvelle Gazette Rhénane) résulta de sa perspective d'utiliser la bourgeoisie progressiste, par une lutte commune avec le prolétariat contre le féodalisme, afin de créer des bases où « ces antagonismes (qui naissent des conditions mêmes de la société bourgeoise) se heurtent librement dans la lutte et, par là même, trouvent leur solution ». (Nouvelle Gazette Rhénane). Les massacres de Juin en France, l'attitude des bourgeois allemands, démontrèrent que les situations avaient dépassé le schéma — pourtant plein de réserves — où Marx croyait possible un bout de chemin commun entre bourgeois progressistes et prolétariat, alors que se réalisa le bloc des